

## **Stratégie régionale de la Biodiversité et Plan d'Action Régional pour les Aires Protégées**

La loi sur la reconquête de la biodiversité et des paysages de 2016 a confié l'élaboration des stratégies régionales pour la biodiversité (SRB) aux collectivités régionales, chefs de file dans le domaine de la biodiversité.

De manière collective et concertée, les Normands ont élaboré entre 2021 et 2022 leur document. La **SRB Normandie 2030 a été votée le 17 octobre 2022 par la Région**. Elle a pour ambition de constituer la marche à suivre pour tous les acteurs pour faire front commun face à l'érosion de masse de la biodiversité. 6 grands défis pour la Normandie ont été identifiés, traduisant le cœur des changements collectifs à relever sur la période 2022-2030 et identifiant la multiplicité des leviers à mobiliser, qu'ils soient individuels ou collectifs, économiques ou politiques, sociaux ou culturels. Ces **6 défis sont déclinés en 56 objectifs opérationnels**.

Le 11 janvier 2021 est adoptée la Stratégie Nationale pour les Aires Protégées 2030, intégrant à la fois les enjeux terrestres et maritimes. Cette stratégie repose sur deux objectifs :

- 30 % du territoire placés sous le statut d'aires protégées, qui constituent la trame de protection du territoire ;
- dont 1/3, soit 10 % du territoire, sous protection forte.

Au niveau régional, le Plan d'Action Régional (**PAR**) pour les Aires Protégées a pour objectif de participer à l'atteinte de cet enjeu et de décliner sur la partie terrestre du territoire normand la dynamique de la stratégie nationale des aires protégées. Etabli à la même période que la SRB Normandie 2030, le PAR 2022-2024 a été conçu pour constituer le volet « aires protégées » de la stratégie régionale.

**La SRB, ainsi donc que le PAR, n'ont pas de portée réglementaire** ; ils s'appuient sur la communauté des acteurs de la biodiversité pour assurer l'animation de sa mise en œuvre.

La SRB ainsi que le PAR étant focalisés sur des thématiques environnementales, **ils présentent des points communs avec seulement une partie de l'objectif 1-1 de la DTA** dédié au renforcement de l'ensemble portuaire Normand, à savoir les éléments relatifs à la préservation des infrastructures naturelles et des fonctions écologiques de l'estuaire de la Seine et de la Baie de la Seine, et **aucun avec l'objectif 1-3** qui ne traite que de l'amélioration de la desserte portuaire dans une logique de développement commercial des trafics ; enfin, plus logiquement, **on trouve plus de synergies avec l'objectif 2-2 de la DTA** qui concerne les ensembles naturels et paysagers.

Le **Défi 2 de la SRB « Les collectivités mobilisées pour agir et intégrer la biodiversité au cœur de l'aménagement de territoires résilients »** répond aux objectifs de « préservation des infrastructures naturelles et des fonctions écologiques de l'estuaire de la Seine et de la Baie de la Seine » (**objectif 1-1**) et de « prise en compte de l'intégration paysagère dans les politiques de développement économique et urbain » (**objectif 2-2**) de la DTA via les objectifs opérationnels suivants :

- **Objectif 1** – 100 % des EPCI engagent un plan d'actions en faveur de la trame verte et bleue en lien avec leur document d'urbanisme
  - **actions du PAR 2022-2024 correspondantes :**
    - **7-1** : Prendre en compte les corridors entre aires protégées dans les plans d'action en faveur de la trame verte et bleue de leur document d'urbanisme
- **Objectif 4** – 100 % des bassins hydrographiques normands dotés de programmes pluriannuels d'actions en faveur des milieux aquatiques et humides
- **Objectif 5** – Atteindre zéro perte nette de superficies de zones humides à horizon 2030
- **Objectif 6** – Engager les collectivités normandes dans des démarches de progrès en faveur de la biodiversité

Plusieurs défis ont un lien avec les objectifs de « préservation des infrastructures naturelles et des fonctions écologiques de l'estuaire de la Seine et de la Baie de la Seine » (**objectif 1-1**) et de « Préservation et restauration du patrimoine végétal et bâti » de la DTA (**objectif 2-2**) :

- **Défi 2 : « Les collectivités mobilisées pour agir et intégrer la biodiversité au cœur de l'aménagement de territoires résilients »**
  - **Objectif 5** – Atteindre zéro perte nette de superficies de zones humides à horizon 2030
- **Défi 4 : « Des espaces naturels restaurés et protégés pour former un réseau fonctionnel »**
  - **Objectif 1** – Étendre le réseau des aires protégées terrestres en Normandie pour atteindre 22,5 % du territoire à échéance 2030
    - **actions du PAR 2022-2024 correspondantes :**
      - **1-1** : Porter les projets de créations/extension des aires protégées prévues dans les listes départementales
  - **Objectif 2** – Renforcer le réseau des espaces terrestres en zone de protection forte en Normandie pour atteindre 1% du territoire à échéance 2030
    - **actions du PAR 2022-2024 correspondantes :**
      - **2-1** : Porter les projets de créations /extension de zones de protection forte prévues dans les listes départementales
      - **2-2** : Définir des zones de protection forte dans les forêts domaniales normandes
      - **2-3** : Définir un objectif concerté de protection forte des forêts des collectivités et privées

- **2-4 :** Proposer une première liste régionale de sites pour une reconnaissance sous protection forte
- **Objectif 3 – Renforcer l’efficacité de la gestion du réseau des aires protégées terrestres**
  - **actions du PAR 2022-2024 correspondantes :**
    - **4-1 :** Poursuivre les actions d’animation du réseau de gestionnaires d’espaces naturels
    - **4-2 :** Elaborer ou actualiser les documents de gestion des aires protégées
    - **4-4 :** Intégrer les enjeux du changement climatique dans les pratiques de gestion
    - **4-8 :** Evaluer l’efficacité des travaux de restauration menés au sein des aires protégées
- **Objectif 8 – Restaurer la fonctionnalité de 3000 ha zones humides à horizon 2030**
- **Objectif 11 – Déployer des mesures de sauvegarde adaptées à chacun des milieux singuliers de Normandie**

Le **Défi 3** « Les acteurs économiques engagés pour développer leur activité en favorisant la biodiversité » coïncide avec les objectifs de « Préservation et restauration du patrimoine végétal et bâti » et de « maintien d’une activité agricole viable » de la DTA (**objectif 2-2**) via les objectifs opérationnels suivants :

- **Objectif 2 – Accompagner le monde agricole normand dans le maintien et le développement de pratiques conciliant production et expression de toutes les formes de biodiversité**
- **Objectif 4 – Diversifier, conforter les débouchés de bois bocager et promouvoir les produits normands associés, afin de valoriser économiquement les haies gérées durablement**
- **Objectif 5 – Atteindre zéro perte nette de prairies permanentes à l’échelle normande à l’horizon 2030**
- **Objectif 6 – Faciliter le renouvellement et le maintien des vergers dans un objectif de zéro perte nette de surface à l’échelle normande à l’horizon 2030, et d’un renforcement de la préservation de la biodiversité associée**

ainsi également que pour le seul objectif de « Préservation et restauration du patrimoine végétal et bâti » de la DTA (**objectif 2-2**) :

- **Objectif 3 – Maintenir et entretenir les haies pour atteindre un objectif de zéro perte nette de linéaire à l’échelle normande à l’horizon 2030**
- **Objectif 8 – Atteindre 25 % des surfaces sous document de gestion durable des forêts intégrant des objectifs renforcés de maintien et reconquête de la biodiversité et de la fonctionnalité des écosystèmes**
- **Objectif 9 – Anticiper et accompagner la résilience des forêts normandes face au changement climatique et à la perte de biodiversité**

et enfin le seul objectif de « maintien d’une activité agricole viable » de la DTA (**objectif 2-2**) :

- **Objectif 7 – Structurer une filière de production « Végétal Local » en Normandie d’ici 2025**

**Conclusion :**

Etablie à l'échelle régionale, la SRB possède un périmètre qui englobe celui de la DTA. Le PAR a quant à lui été conçu pour décliner le volet « aires protégées » de la SRB, répondant donc aux défis et objectifs de celle-ci.

Si l'objectif 1-3 n'est pas du tout référencé dans la SRB, plusieurs de ses défis et objectifs opérationnels reprennent le volet environnemental de l'objectif 1-1 ainsi que l'objectif 2-2 de la DTA sans pour autant concentrer les attentes sur les périmètres précis ni sur les finalités exactes définis par la DTA.

Enfin, et contrairement à la DTA, la SRB ainsi que le PAR n'ont pas de portée réglementaire et leur mise en œuvre dépend de l'implication volontaire des acteurs du territoire.